

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Prélèvements progressifs et redistribution égalitaire

- Politique -

Date de mise en ligne : vendredi 13 janvier 2012

Démocratie & Socialisme

Ce n'est pas si compliqué que ça d'expliquer qu'il faut une révolution fiscale en se faisant comprendre de dizaines de millions de salariés.

Il faut défendre la hausse des impôts justes et proposer de baisser les impôts injustes.

Les impôts justes sont directs et progressifs.

Les impôts injustes sont indirects et proportionnels.

Sarkozy a baissé les impôts justes : il a baissé les impôts des riches et des sociétés. C'est la première cause des déficits et de la dette dans laquelle il a plongé le pays.

Il faut les ré augmenter et reprendre ce qui doit être repris aux riches, aux actionnaires rentiers et CAC 40. Augmenter les impôts des plus grosses sociétés (lesquelles sont moins imposées que les petites) et augmenter les impôts des rentiers et des plus gros possédants. Il faut restaurer des tranches fines d'impôts progressives disons un barème progressif de 1 à 20 (la droite les a réduit de 13 à moins de 5 tranches). C'est un impôt redistributif, pas simplement proportionnel. *Il faut que celui qui a une jaguar paie davantage d'impôts que celui qui a une mobylette.* Cet impôt est fait pour corriger des inégalités. Aussi bien dans l'héritage que dans la rente et au travail. Il doit, en ces temps de crises exceptionnelles, s'attaquer particulièrement à tous les revenus supérieurs à 20 fois le Smic. Au-delà de cette limite un impôt à 90 % prend tout, comme du temps de Roosevelt lors de la grande crise précédente du capitalisme.

Sarkozy a haussé les impôts injustes, les taxes, sur les sodas comme sur les mutuelles, la TVA, et la TIPP frappant à égalité tous les consommateurs. Un smicard paie deux mois d'impôts en TVA lorsqu'il va au super marché. Il faut tendre à baisser ces impôts injustes, autant qu'on le pourra progressivement et parallèlement à la hausse des impôts justes. Il faut commencer par baisser la TVA sur les produits de première nécessité et premiers besoins. *Ce n'est pas normal qu'un jeune qui met de l'essence dans sa mobylette paie autant d'impôts que celui qui en met dans sa jaguar.*

Ensuite, il faut expliquer que les cotisations sociales ne sont pas des impôts mais qu'elles alimentent un budget spécifique basé sur le travail et le salaire. Ce ne sont pas des prélèvements obligatoires mais des prélèvements volontaires. Elles ne sont pas étatisées, ni fiscalisées, c'est une part du salaire mutualisé, indirect, c'est exprès et c'est bien ainsi.

En France, il y a deux budgets. Sur le premier, celui de l'Etat, qui fait autour de 300 milliards, il y a 68,5 % de la dette. Sur le second, le budget des caisses de protection sociale, qui fait 450 milliards, il y a moins de dettes, soit 10,5 %.

On peut et l'on doit régler facilement le budget de notre protection sociale, en haussant les salaires bruts et, du même coup, les cotisations sociales patronales qui sont bloquées depuis plus de 20 ans

Enfin on doit expliquer qu'il faut redistribuer égalitairement les droits sociaux, que chacun soit traité de la même façon face à la maladie, à l'hôpital, face au chômage, au coût des familles nombreuses, au logement, aux accidents ou à la retraite.

Il n'y a pas trop de dépenses publiques dans ce pays, au contraire il en manque : car de 1996 à 2008 les dépenses

publiques ont baissé, trop baissé, alors que la France s'enrichissait, les dépenses publiques ne sont donc pas à l'origine de la dette. Il faut RE-DIS-TRI-BUER ! Et cela permet de comprendre le sens, l'utilité de l'impôt comme celui de la cotisation.

Par exemple : les allocations familiales et les aides aux enfants, aux familles nombreuses doivent être les mêmes pour toutes et tous de la naissance à l'âge adulte. *Mais, dira t on alors, il va être donné autant d'argent à celui qui a une jaguar ou une mobylette.* Là, oui, car il s'agit de redistribution. *Et c'est normal puisque celui qui a une jaguar paie beaucoup plus d'impôts que celui qui a une mobylette.* On a entendu « oui mais alors on va donner des allocations familiales à l'héritière Bettencourt » : ce n'est pas grave car on va lui donner quelques centaines d'euros multipliés par son nombre d'enfants mais on lui aura pris quelques centaines de millions d'euros auparavant. Leur foyer "fiscal" est calculé pour tous en même nombre de parts selon le nombre d'enfants ? Oui, mais l'ensemble de leur revenu est soumis à un impôt qui, lui, est progressif ! Ce n'est pas au niveau de la redistribution qu'on corrige les inégalités mais au niveau du prélèvement.

Autre exemple : Raffarin expliquait qu'il ne fallait pas rembourser de la même façon le bras cassé de celui qui était aux skis et le bras cassé de celui qui tombe sur son trottoir d'en face. Si ! Il faut les rembourser de la même façon, ils ont absolument droit aux mêmes soins, dans le même hôpital, côte à côte, dans la même chambre. Sinon il finira par y avoir un hôpital pour les bras cassés des riches et un hôpital pour les bras cassés des pauvres.

Autre exemple : Alain Minc explique volontiers que lorsque son vieux père de 102 ans a été soigné, cela ne lui a rien coûté, il a été pris en charge, et qu'il aurait pourtant eu les moyens de payer lui-même. Il dit le regretter (c'était dans une émission récente sur LCP en face de moi, et hélas, Serge Moatti lui concède « être d'accord avec lui sur ce point »). Eh, bien non, car s'il y a une prise en charge de la dépendance, elle doit être demain la même pour tous, sinon il y aura des mouiroirs pour les pauvres et des hôtels de luxe pour les riches. *Il faut que le vieux conducteur de jaguar et le vieux conducteur de mobylette perçoivent la même aide.*

Prélèvements progressifs.

Hausse des impôts justes, baisse des impôts injustes.

Redistribution égalitaire.

Ce sont des slogans faciles. Clairs, mobilisateurs pour des millions d'électeurs : il y a 20 millions d'électeurs à gagner le 6 mai.

Ce ne sont pas des explications emberlificotées dans de la vieille dentelle sur les retraites ou sur les impôts qui permettront de gagner.

Il faut que chacun reçoive le message en positif : pas question d'opposer des catégories à d'autres, ni ceux qui gagnent 4 000 euros à ceux qui en gagnent 1000. Il y a assez à faire en s'attaquant aux hautes fortunes, aux grands du CAC 40, aux rentes, aux patrimoines géants. Il n'y a pas de courage à s'attaquer à ceux qui perçoivent 4 000 euros, si on ne s'attaque pas à ceux qui ont plus de 20 fois le Smic c'est à dire plus de 20 000 euros.

De toute façon dans ce pays, 98 % des salaires individuels sont inférieurs en net à 3200 euros : il n'y a pas de « classe moyenne », il y a un haut, un milieu et un bas du salariat, il faut des solutions unifiantes, compréhensibles en termes d'impôts comme de cotisations sociales.

Gérard Filoche